

IL A CONVOQUÉ «L'ÉTAT MAJOR» DES INSTITUTIONS

La réunion secrète de Bouteflika

Abdelaziz Bouteflika a présidé, mercredi dernier au siège de la présidence, une importante réunion avec les plus hauts responsables de l'Etat. C'est ce que nous avons appris de source sûre.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ont pris part à cette réunion, restreinte et hermétiquement tenue au secret, le président du Sénat Abdelkader Bensalah, le président de l'Assemblée populaire nationale Abdelaziz Ziari, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, le président du Conseil constitutionnel Boualem Bessaïeh et le ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, Abdelaziz Belkhadem.

Ce conclave a duré toute la journée, nous précise notre source. «Il n'y avait aucun ordre du jour préalable à cette réunion. Et puis, le président a l'habitude de convoquer ce genre de réunions pour consulter, se faire informer ou coordonner des

Ouyahia convoque son conseil pour le 7 avril

Ahmed Ouyahia a convoqué la réunion du conseil national de son parti, le RND, pour les 7 et 8 avril prochain à Zéralda. Il convient de rappeler que la dernière session de ce conseil remonte au mois de mars 2010, date depuis laquelle Ouyahia ne s'était plus exprimé en public.

K. A.

actions. Il y a quelques semaines, il avait par exemple fait de même avec l'ensemble des responsables des services de sécurité, sans que cela soit rendu public.» Mais tout de même, le contexte ainsi que la nature des interlocuteurs de Bouteflika, cette fois, autorisent de légitimes interrogations. Car, en convoquant, ainsi, l'état-major des institutions nationales, en la présence de surcroît du président du Conseil constitutionnel, cela signifie que Bouteflika s'apprête à prendre quelques décisions d'importance. C'est d'autant plus plausible que, toujours selon notre source, Bouteflika a tenu une seconde réunion avec les mêmes responsables, moins Ouyahia, dès le lendemain, jeudi. Dans l'entourage des «Six», l'on avance plusieurs hypothèses. «Il a été question, bien sûr, de la situation générale du pays, de l'évolution de la situation en Libye aussi», croit savoir un proche de Belkhadem. Une autre source évoque, quant à elle, «la volonté de Bouteflika d'octroyer plus de prérogatives aux élus locaux à travers le nouveau code communal qui sera soumis dimanche à l'Assemblée». Ceci, tandis qu'une autre «indiscrétion», avance, elle, des hypothèses un peu plus «osées» : «Si le président convoque ces cinq hauts responsables de l'Etat, c'est qu'il prépare une décision majeure. Et dans ce cas, il ne pourrait s'agir que d'une élection législative ou peut-être aussi locale anticipée ou alors d'une révi-



Photo : Samir Sid.

sion de la Constitution.» Il faudrait d'ailleurs rappeler que la révision de la Constitution a été annoncée par Bouteflika lui-même, en 2008 puis en 2009. Après avoir éliminé, le 12 novembre 2008, l'article 74 de la Constitution qui limitait le nombre de mandats présidentiels à deux et qui l'empêchait de se présenter à la présidentielle d'avril 2009, Bouteflika s'était publiquement et à plusieurs reprises engagé à procéder, au cours de son actuel mandat, à une autre

révision. «Une révision en profondeur», précisait-il en plus. Car, pour lui, l'actuelle Constitution ne détermine pas, de façon nette, la nature du régime en Algérie. «Nous ne sommes ni dans un régime présidentiel, ni dans un régime parlementaire», ne cesse-t-il de se plaindre, lui qui dispose pourtant de prérogatives d'un régime ultraprésidentiel ! Son projet, et c'est de notoriété publique, est d'accroître la prééminence de la fonction présidentielle sur l'ensemble des ins-

tutions pour en faire la seule et exclusive source de pouvoir. Or, la conjoncture internationale qui a spectaculairement évolué en ce début 2011 rend plus que jamais improbables les tentations dictatoriales de cette nature. Est-il alors en train de chercher une formule «habillée», moins choquante en tout cas, pour faire avaler la pilule ?

Un conseil «d'urgence» sur l'emploi

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a présidé, jeudi dernier, un très long conseil interministériel sur «la nouvelle politique de l'emploi», avons-nous appris de source gouvernementale. «Ce CIM s'était exclusivement penché sur la préparation de tous les textes d'application, très nombreux et nécessaires à la concrétisation des dernières mesures prises par le Conseil des ministres.»

Des mesures qui impliquent en outre de très nombreux secteurs comme celui de l'emploi, mais aussi ceux de l'agriculture, de l'habitat, du tourisme, de la pêche, de l'industrie, de la PME PMI, etc. «C'était quasiment un conseil de gouvernement. Car, et en plus du nombre de secteurs que cela concerne, le gouvernement a été chargé de simplifier la procédure habituelle pour que l'ensemble des textes soient prêts à très court terme.» Il convient de préciser, en effet, qu'en temps ordinaire, une telle procédure prend six mois en moyenne.

K. A.

Comment Aït Ahmed tente de sauver Bouteflika

Par Mohamed Benchicou

Tout est dans l'incroyable dédoublement de Mostefa Bouchachi. L'ancien Bouchachi — dont il convient, en dépit de tout, de respecter le parcours et l'opinion — avait le verbe haut et le regard déterminé. Le 1^{er} février, il clamait : «Le régime sait qu'il est dictatorial. (...) Il faut qu'il accepte le passage à une transition démocratique... Nous ne voulons pas un remaniement du gouvernement qui serait synonyme d'un changement à l'intérieur du système...»⁽¹⁾ Six semaines plus tard, le nouveau Bouchachi contredit l'ancien et : «La démission de Abdelaziz Bouteflika n'est pas nécessaire... Je pense qu'il faut être pragmatique : c'est un changement qui peut se faire avec le pouvoir. On peut envisager la mise en place d'un gouvernement de coalition nationale qui organise de vraies élections dans lesquelles tout le monde participera...»⁽²⁾ Que s'est-il passé entre les deux personnages ? Il y eut l'irruption d'un homme : Hocine Aït Ahmed, le fondateur du Front des forces socialistes, qu'on dit adversaire acharné de la caste militaire et infatigable partisan de la réconciliation avec les islamistes. De son exil suisse, Aït Ahmed saisit immédiatement après la chute de Ben Ali et les premiers affolements de Bouteflika, les conséquences catastrophiques qu'aurait un départ du président algérien : ce serait la fin du projet de «réconciliation» caressée depuis Sant'Egidio ; le tête-à-tête insoutenable avec les généraux ; l'émergence d'une Algérie nouvelle à la construction de laquelle les islamistes et les «réconciliateurs» n'auraient pas pris part et dans laquelle, craint-il, les généraux continueraient d'exercer le pouvoir.

Le chef du FFS sait que Bouteflika reste indispensable pour la famille «réconciliatrice». Depuis 1999, il existe, en effet, un accord non écrit entre le président Bouteflika, les partis signataires du contrat de Sant'Egidio et les chefs islamistes de l'ex-FIS pour exécuter

l'accord de Sant'Egidio (rétablissement de l'ex-FIS et retour à la case 1992). Cette convention secrète, régulièrement bloquée par la caste militaire, repose essentiellement sur Bouteflika. Elle devait être mise en application dès l'entame du troisième mandat de Bouteflika. Tenue secrète durant plusieurs années, la transaction fut dévoilée publiquement par le chef de l'Armée islamique du salut, Madani Mezrag, en juillet 2007 puis par son adjoint Ahmed Benaïcha, l'ancien «émir» de la branche armée du FIS, en décembre de la même année, dans les colonnes du journal arabophone *El Bilad* : «Dès sa réélection en 2009, Bouteflika prononcera une amnistie générale et permettra au FIS de retourner sur la scène politique ; oui, le champ sera rouvert aux enfants du Front dans le cadre d'un parti politique», avait déjà révélé, en décembre, Ahmed Benaïcha, l'ancien «émir» de la branche armée du FIS, dans les colonnes du journal arabophone *El Bilad*. L'ancien chef terroriste, en plus de reconnaître l'existence de l'arrangement politique entre l'ex-FIS et le président, avait ajouté : «Il y a en ce moment plusieurs initiatives pour donner corps à cette solution politique qui va faire l'objet d'un consensus entre les nationalistes et les islamistes.» Cette solution politique, Benaïcha l'appelle «solution finale», celle qui solderait le contentieux de 1992 né de l'annulation des législatives remportées par les islamistes et de la dissolution du FIS. Elle prévoit une réhabilitation totale et publique du parti dissous et un progressif transfert de pouvoir.

L'enjeu Bouteflika

Aussi, la fragilisation de Bouteflika à la suite de la chute de Ben Ali et de Moubarak avait-elle alarmé les islamistes, les réconciliateurs et tout un insoupçonnable monde La riposte devenait capitale. Seul moyen : faire capoter le mouvement de protestation, affaiblir la CNCD et, surtout, jeter une bouée à Bouteflika. Le 4 février, Hocine Aït

Ahmed donne ordre au FFS et au RAJ de quitter la CNCD. Le 20, il fait la même demande à Mostefa Bouchachi, un des fondateurs de la CNCD, proche du FFS, qui se retire. La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) a bien éclaté, sous l'influence des partis politiques, entre partisans de Sant'Egidio et «éradicateurs», autour de l'enjeu Bouteflika : le changement se fera-t-il avec ou sans Bouteflika ? Mais Aït Ahmed avait surtout compris que Bouteflika avait besoin d'un appui partisan pour se redéployer. Cet appui viendra d'Abdelhamid Mehri, ancien secrétaire général du FLN et cosignataire du contrat de Sant'Egidio.

Le 16 février, Mehri adresse une lettre ouverte à son «frère» Bouteflika lui proposant une sortie de crise et lui demandant d'employer l'année qui sépare l'Algérie du 50^e anniversaire de son indépendance à «préparer le changement pacifique souhaité».

Cette «transition démocratique» formulée par Sant'Egidio suppose donc le maintien de Bouteflika à son poste au moins jusqu'en juillet 2012 !

Immédiatement, et dans un geste «spontané», Hocine Aït Ahmed adresse une lettre à Mehri dans laquelle il le félicite pour son initiative politique et l'assure du soutien du FFS : «Je veux t'assurer de l'importance et de l'intérêt que je porte à ta contribution. Elle représente, dans la crise actuelle, une initiative forte et pertinente, écrit Hocine Aït Ahmed. Je suis heureux, sans être vraiment surpris, de noter entre nous, des convergences essentielles, dans l'analyse politique de la situation du pays.» La mise en scène est parfaite. Le leader du FFS prend soin de faire part de son accord pour le répit accordé à Bouteflika : «Le cinquantenaire de l'indépendance verra de nouveau le peuple algérien fier de son passé et rassuré sur son avenir.»

C'est le moment de revenir à Mostefa Bouchachi. C'est à l'aune du projet Mehri-Aït Ahmed, inspiré par El-Mouradia, qu'il s'exprime désormais. Libéré de son devoir de résér-

ve, il se dévoile alors et appuie le délai accordé à Bouteflika dans ledit projet : «Nous savons tous que personne ne souhaite de vacance de pouvoir dans ce pays, nous savons tous à quel point c'est dangereux, surtout dans un pays comme l'Algérie, cela peut nous mener tout droit vers une situation à la libyenne. (...) On peut envisager la mise en place d'un gouvernement de coalition nationale qui organise de vraies élections dans lesquelles tout le monde participera. [la démission de Abdelaziz Bouteflika] n'est pas nécessaire à mon avis, à partir du moment où il accepte cet accord.»

Qu'en pense alors le chef de l'Etat ? Une «source proche de la présidence» annonce dans un article «autorisé» du *Jeune Indépendant*⁽³⁾, que «le pouvoir en place semble apprécier la position et les propositions du FFS (...) qui n'a jamais abandonné ses luttes pacifiques, des personnalités nationales et historiques en association avec d'autres personnalités et hommes politiques sincères, (qui) peuvent constituer le nœud gordien de la renaissance nationale. Un profond changement politique, économique, constitutionnel est nécessaire aujourd'hui (...) Selon une source proche du dossier, le président Bouteflika «doit préparer l'Algérie à un véritable changement politique et constitutionnel avec la participation de l'ensemble de la classe politique et des personnalités nationales telles que Aït Ahmed, Mehri et Hamrouche. Le pays doit arriver à faire naître la deuxième République algérienne. (...) L'élection présidentielle pluraliste devrait être annoncée pour le 5 juillet 2012, date de naissance de la deuxième République démocratique et sociale !» Comprendons donc que le projet Mehri est accepté. Que faire alors des généraux ?

Isoler les généraux

Les «confidences» d'El-Mouradia à notre confrère le *Jeune Indépendant* ne laissent planer aucune équivoque. La «deuxième répu-

blique» projetée par le tandem El-Mouradia-Sant'Egidio est définie en opposition à «première République qui a pris le pouvoir en 1962 (et qui) a échoué dans son entreprise. Le GPRA et la Constituante ont été dissous par les partisans du ko». Autrement dit, revenir à 1962, au GPRA de Benkhedda et effacer le putsch de l'armée de Boumediène («les partisans du ko») qui a installé Ben Bella de force. Revenir à une Algérie sans militaires, offerte à un pouvoir civil, cette Algérie pour laquelle s'est battu Aït Ahmed !

Comprenons par là que «deuxième république» sera donc une république sans généraux. On nage en pleine hypocrisie : c'est Bouteflika qui était l'un des agents les plus zélés du putsch militaire de 1962 contre le GPRA ! Qui tirera les marrons du feu si ce scénario vient à voir le jour ? Il est à craindre que ce ne soit Bouteflika.

Ce qui intéresse Bouteflika dans le plan des partis de Sant'Egidio, c'est qu'il épouse parfaitement son propre plan : laisser la succession à son frère. Car, contrairement aux illusions répandues ici et là, le président n'a pas renoncé à son projet de faire élire Saïd Bouteflika, en dépit des révoltes arabes. Le rapprochement avec les partis de Sant'Egidio sert sa stratégie de niveler le terrain pour son petit frère ; lui enlever le poids de l'armée ; lui offrir un «parti majoritaire» à la place du FLN (remisé au placard) et du RND (dissous ?) ; agréer de nouveaux partis qui lui serviraient de «soutiens satellites» ; organiser des législatives anticipées pour le mettre sur selle avant l'échéance 2014... C'est tout cela qu'annonce le *Jeune Indépendant*.

M. B.

1. *El Watan* 1^{er} février.
2. Entretien mercredi 9 mars par le site Maghreb Emergent (CNCD, Pouvoir, agenda du changement : M^e Bouchachi s'explique sur tout).
3. *Le Jeune Indépendant*, mercredi 9 mars 2011.